



RENDU EXECUTOIRE LE

1 8 JUL. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 03/07/2023

Reçu en préfecture le 03/07/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230703-23_A_SE_0263-AR

S'LO**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0263**du **0 3 JUL. 2023**

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

Portant fixation du solde de la dotation 2022 concernant le Complément de Traitement Indiciaire (CTI) au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère pour les interventions réalisées par le CCAS de Bonnes en mode prestataire

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'article 44 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificatives pour 2022 étendant le complément de traitement indiciaire (CTI) aux aides à domicile exerçant dans les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile territoriaux, désormais prévu au D du I de l'article 48 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 et le CTI ayant vocation à remplacer la prime de revalorisation mentionnée par le décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 ;

VU la délibération du 16 décembre 2022 du Conseil Départemental de la Vienne relative au budget départemental primitif pour 2023 ;

VU l'arrêté n° 2007 DISS/SSP-009 du 25 octobre 2007 portant autorisation au service d'aide à domicile géré par le CCAS de Bonnes ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0186 du 14 mars 2022 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile délivré au CCAS de Bonnes ;

VU les propositions budgétaires du Service transmises le 24 octobre 2022 ;

VU le rapport des services départementaux transmis le 3 janvier 2023, reçu par le Service le 04 janvier 2023 ;

VU l'absence de contestation de cette proposition ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

Envoyé en préfecture le 03/07/2023

Reçu en préfecture le 03/07/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230703-23_A_SE_0263-AR

SLO

ARTICLE 1 : Au titre des mesures salariales pour les personnels d'intervention au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère, une dotation complémentaire et prévisionnelle 2022 avait été allouée au CCAS de Bonnes pour un montant de 4 680 € correspondant à 2,13 équivalents temps-plein (ETP) sur une activité prévisionnelle de 3 629 heures APA, PCH et Aide-Ménagère sur 8 mois.

Cette dotation a été versée en décembre 2022 à hauteur de 80 %, soit 3 744 €.

Les données réelles ont été remontées par le CCAS de Bonnes le 5 mai 2023, le nombre d'ETP était 2,33 ETP pour 3 952 heures, soit 5 107,06 €.

Le solde de la dotation est de 1 363,43 € sera versé juin 2023.

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe chargée des Solidarités, le Gestionnaire et la Direction du Service à la personne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **03 JUL. 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON